

## ISMAÏL HARITI, DIRECTEUR DU CENTRE DES ÉTUDES STRATÉGIQUES AMEL EL-OUA AU SOIR D'ALGÉRIE :

# «Assemblée illégitime, régime dans l'impasse»

*Il ne mâche pas ses mots et balance «ses vérités» d'observateur politique sur les sujets forts d'actualité dont l'Assemblée nationale qu'il qualifie d'illégitime du fait que 14 millions d'Algériens n'ont pas participé aux législatives du 10 mai. Il ironise sur la farce dont ont été victimes les partis qui ont pris part au scrutin, y compris le FLN, sorti «grand vainqueur», qui a peur de gouverner seul. Le régime est sur la fin, nous dit notre interlocuteur, qui appelle à une 2<sup>e</sup> République réunissant, dans une plate-forme commune, tous les courants patriotiques. Selon lui, il est impensable que l'Algérie puisse rester à l'écart des changements induits par le «printemps arabe». Un changement pacifique et consensuel peut être mené par des personnalités intègres et compétentes qui existent.*

Entretien réalisé par  
Brahim Taouchicht

**Le Soir d'Algérie :** Ahmed Ouyahia, le Premier ministre, faisait récemment l'aveu de l'échec de son gouvernement dans la gouvernance économique accusant les forces mafieuses de l'argent de s'emparer des leviers du pouvoir. Cela vous surprend-il ?

**Ismaïl Hariti :** Ce n'est pas une surprise. Tout le monde constate l'échec de son gouvernement. C'est l'avis de tous les analystes et observateurs. Ahmed Ouyahia déclarait avant les élections que tout est pour le mieux et que l'Algérie n'a pas besoin de changement mais de stabilité. Après les élections, il effectue un changement à 180%.

**Qu'est-ce qui l'a poussé à faire un tel aveu ?**

Pour moi, rien, malgré la publicité faite autour des luttes à l'intérieur du système. C'est une manœuvre pour gagner du temps et une tentative de détourner l'opinion publique de l'impasse dans laquelle se trouve le système après les élections législatives. Croyez-moi, le système est actuellement dans une grave impasse. Conséquence des calculs dans ce scrutin, il s'est mis dans un traquenard que traduit l'incapacité à constituer un gouvernement. Même à l'Assemblée nationale, les partis politiques soupçonnés d'avoir conclu un accord avec le pouvoir ne veulent pas participer au futur gouvernement. C'est le cas du FFS et du MSP. A croire que le système fuit la responsabilité de gouverner avec un parti qui a – paradoxalement – obtenu la majorité !

**L'Occident (États-Unis-Europe) a délivré un satisfecit aux autorités algériennes quant au bon déroulement des élections législatives. Comment expliquez-vous une telle attitude ?**

Il faut le mettre en rapport avec la situation dans la région. Après la chute des régimes dictatoriaux de Zine El Abidine en Tunisie et de



Photo : DR

Moubarak, en Égypte —qui étaient les garants de leurs intérêts américains et européens ont pris conscience que leurs alliés stratégiques tombent sous la pression populaire pour un changement pacifique et démocratique. Ils ont vite compris qu'en conséquence leurs intérêts étaient en danger et par dessus tous la sécurité d'Israël. Ils ont donc décidé de mettre en place un plan de «contenement» du printemps arabe. C'est ce qui explique les visites d'officiels américains et européens en Algérie et en retour, celles des officiels algériens dans le but d'accords. Le régime algérien s'est vu attribué un rôle de contre-révolution qui lui assure sa survie. Depuis le début de la chute des régimes dictatoriaux arabes, on a vu le régime algérien adopter une position contre ces révoltes, même aujourd'hui concernant la Syrie. On a vu comment les Occidentaux ont laissé faire le pourrissement en Libye et la menace du régime de Kadhafi sur Benghazi avant d'intervenir. On a vu qu'au Yémen, c'était devenu une question de transfert du pouvoir. Avant les élections, on a vu notre ministre des Affaires étrangères faire le déplacement en France et soumettre les lois algériennes à l'avis du Parlement et dont l'approbation signifie son accord pour le plan du pouvoir des réformes politiques annoncées. C'est à partir de là qu'a commencé le trucage des élections. Officiellement, l'Occident est pour la démocratie, mais en sous-main, il soutient ces régimes et parmi eux celui de l'Algérie. J'affirme qu'un accord a été conclu entre les puissances occidentales et l'Algérie pour un satisfecit en faveur des élections législatives. Mais le régime a commis de nouveau une erreur dans la mesure où la légitimité externe ne remplace pas la légitimité interne. Malgré toutes les manœuvres, le piège se referme sur lui : cette Assemblée est illégitime.

**Des voix, au plan interne, dénoncent les irrégularités ayant entaché ces élections sitôt les résultats proclamés...**

Le printemps arabe nous a révélé le vrai visage de l'Occident. Dès que ses intérêts se trouvent menacés, il fait l'impasse sur les droits de l'homme, la liberté d'expression, la démocratie. Pour eux, dans les pays du Sud, ce sont là des considérations secondaires. La question de la crédibilité des élections est liée au plan mis en place avec les réformes politiques. Concernant l'Algérie il l'a mis dans l'équation suivante : s'opposer au printemps arabe pour survivre.

**L'irrégularité du scrutin pose le**

**problème de la légitimité de cette Assemblée...**

Je réaffirme que ces irrégularités ont commencé avec la mise en place des lois successives au réformes politiques de Bouteflika ainsi que celles votées par le Parlement de 2007. Les partis qui contestent aujourd'hui sont impliqués dans cet accord. Ces lois ont balisé le terrain aux résultats des élections comme prévu. Mais encore une fois le système ne pouvait pas imaginer qu'elles allaient le placer dans une situation intenable qui consiste à se retrouver exposé seul face au peuple.

**Anciens et nouveaux partis auraient-ils négocié un deal avec le pouvoir et qui se résumerait à : tous aux urnes pour sauver l'Algérie des menaces d'instabilité et d'atteinte à son intégrité territoriale ?**

Au-delà des chiffres, est-il logique que les cadres d'un parti qui est le FLN qui a obtenu la majorité se sentent incapables de gérer leurs propres affaires, comment imaginer que le peuple leur accorde sa confiance ? Même chose pour le RND dont les militants sont en rébellion contre leur chef ? Questions chiffres officiels, on parle d'un taux de 42% de participation dont il faut retirer 1 700 000 bulletins nuls, ce qui réduit ce taux à 34%. Pour certains analystes, la participation n'a pas dépassé les 20% ! Cela montre une forte abstention et donc l'absence de légitimité de cette Assemblée d'autant que le parti vainqueur a 1 300 000 voix tandis que les voix annulées ont atteint 1 700 000 ! On estime à 14 millions le nombre d'Algériens qui ne sont pas allés voter, ce qui donne 70% des Algériens qui n'ont pas participé à ces élections. Où est donc la légitimité de ce Parlement ? Oui, un accord a été conclu avec les grands et les petits partis qui n'avaient pas cessé de dire que les réformes ne sont pas à la mesure du changement radical réclamé.

Ces partis ont obtenu en retour une part du gâteau que sont des sièges à l'Assemblée nationale. Comment expliquer par ailleurs que le régime octroie en peu temps l'agrément aux partis qu'il a refusé pour certains depuis 20 ans ? C'est pourquoi je dis que l'accord ne s'est pas fait sur le changement car le régime veut une légitimité à travers ces élections. Dans le même temps, il s'est octroyé la part du lion. Il se trouve que ce ne sont pas des partis politiques au vrai sens du terme, ils représentent l'autre face du régime. C'est le cas du FFS et des islamistes, des appareils aux services du pouvoir.

**Au vu des résultats du scrutin, c'est la douche froide pour les islamistes ainsi que d'autres partis qui se voient réserver la portion congrue dans la future APN. Ce décompte était-il prévisible ?**

Socialistes, nationalistes, laïcs, islamistes ont renié leurs principes fondateurs pour des postes et des avantages. Cela vient du coup d'État de 1991 dont le but n'était pas seulement de liquider le FIS mais visait surtout le processus démocratique. Le pouvoir a poussé le FIS à la violence pour l'éliminer par la violence et ensuite infiltrer progressivement les autres partis. Le virus du système s'est introduit dans ces partis qui fonctionnent avec les mêmes méthodes du pouvoir. Mais cela n'empêche pas qu'au sein des courants islamiste, nationaliste, démocrate, l'existence de militants convaincus et intègres qui s'opposent à la démarche de leurs chefs et luttent à l'intérieur de leur parti. Ils sont contre tout accord avec le régime au détriment de leurs valeurs et principes. Ils les mettent ainsi dans une mauvaise posture. Comme je viens de le signaler, Ouyahia ne fait qu'accomplir une des missions dont il est chargées, celle de gagner du temps afin de trouver un troisième partenaire pour la formation du gouvernement. Le régime sait très qu'il lui est impossible de trouver des solutions à toutes les crises du pays qu'elles soient politique, sociale ou économique qu'il n'a pas réussi à régler depuis 1962.

**A travers la «victoire éclatante» du FLN, c'est le retour à la prééminence du courant nationaliste. Quelles seraient alors les perspectives sachant l'échec sur tous les plans de ce courant dans la gestion du pays ?**

Le régime vit toujours dans une boîte noire et se conduit dans une logique individuelle. Il ne faut pas confondre le FLN de la guerre de Libération avec l'appareil confisqué par une tendance du régime. Ce FLN-là refuse tout débat contradictoire et tout point de vue divergeant, l'alternance, etc. Il a conclu un accord avec le régime sous le prétexte fallacieux de la stabilité du pays. Le ministre de l'Intérieur a parlé de vote refuge en faveur du FLN, un parti qui a broyé toutes les énergies humaines algériennes. C'est ce parti de la terre brûlée qui a gouverné l'Algérie depuis l'indépendance. Le FLN n'appartient plus à ses militants mais au système. Jamais le FLN n'a gouverné grâce à des élections libres. Sa «victoire» n'en est pas une. D'autre part, puisqu'il a obtenu la majorité des suffrages pourquoi a-t-il peur de former à lui seul un gouvernement ? Il sait très bien qu'il ne pourra assumer les grands dossiers d'une société au bord de l'explosion. Pour certains observateurs, cette opération électorale ressemble à tout point de vue aux dernières élections du régime Moubarak. Est-il pensable que rien ne bouge chez nous au moment où tout change au plan régional ? C'est pourquoi je dis que ces élections nous renvoient à la situation d'Octobre 1988.

**Recomposition par le haut du champ politique, redistribution des cartes... Comment voyez-vous la future configuration politique ?**

Je doute de la durée de ce Parlement. Le système sait qu'il est sur la fin. La logique impose que nous allions à un changement radical et consensuel après une période transitoire. Cela fait un mois que

nous sommes sans gouvernement.

Que seront alors les prochaines échéances électorales ? Le régime n'a pas encore de légitimité. Pis encore, il ne peut être réformé. Ces élections sont le retour au parti unique. L'Algérie ne peut retrouver un rôle de leader dans la région sans changement radical du système.

Il faut aller encore à un gouvernement de transition constitué de technocrates pour la mise en œuvre de la 2<sup>e</sup> République à laquelle tous les Algériens ont le droit de contribuer indépendamment de leur appartenance politique et idéologique, et dont les éléments constitutifs seraient la citoyenneté, la dignité, l'égalité et la justice sociale. Il faut alors revenir au projet du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, c'est ce que réclame le parti des abstentionnistes. Il est faux de dire que les Algériens ont peur de la violence car elle servira en définitive le pouvoir. Par l'abstention les Algériens, à leur manière, ont placé le régime devant le fait accompli.

**Quel changement sachant l'échec de la mouvance démocratique et des réformes politiques qui n'ont rien donné de concret ?**

Les partis actuels sont l'autre face du régime. Il y a une élite récupérée par le pouvoir et une autre qui s'est retirée de la scène publique. C'est celle-là qui veut le changement mais, malheureusement, elle est divisée que ce soit dans le courant nationaliste, démocrate ou islamiste. Il n'y a pas eu la synergie et une entente contre la dictature comme cela s'est produit en Tunisie ou en Égypte.

Au Maroc, les forces vives ont fait pression sur le roi qui a fini par concéder des réformes. Au risque d'être condamnée par l'histoire nos élites doivent s'entendre, autrement ce sera le peuple, à sa façon, qui provoquera ce changement. Si les élections présidentielles en Égypte se dérouleront démocratiquement, elles auront un impact réel chez nous car le pouvoir a toutes les caractéristiques des dictatures arabes. Certes, il a eu le satisfecit occidental, mais il ne pourra pas gouverner sans légitimité populaire.

**C'est la mal-vie dans le quotidien des Algériennes et des Algériens et rien ne semble indiquer une issue heureuse à cet état de fait ? Quelle perception avez-vous de l'avenir immédiat compte tenu de ce qui vient d'être développé ?**

Sans Parlement et sans gouvernement, le peuple algérien vit quand même normalement. La persistance du régime dans sa conduite actuelle peut mener à une explosion aux conséquences imprévisibles. Quand ils veulent obtenir quelque chose les gens brûlent des pneus, bloquent les routes... Les statistiques indiquent 1 000 actions de protestation de ce type en 2011. Cela a un coût pour l'économie et hypothèque la relance. Il faut donc de la sagesse et l'ouverture d'esprit et être à l'écoute des attentes du peuple. Le pouvoir a joué à la division entre laïcs, islamistes et nationalistes, c'est à eux d'inverser ce rapport par une entente en faveur d'une 2<sup>e</sup> République.

Il y a en Algérie des personnalités crédibles et respectables, des compétences capables de corriger l'image de la politique signe de mensonges, d'intérêts personnels, d'opportunisme, de corruption et prouver qu'il est possible de travailler pour l'intérêt général.

B. T.